
La ville et les géographes oranais. Analyse critique des mémoires universitaires en géographie (1992-2001)

Abed BENDJELID*

Cet état des lieux des thèmes de mémoires d'ingénieur de géographie, option aménagement urbain et régional, soutenus au Département de géographie de l'Université Es-Sénia d'Oran entre 1992 et 2001, fait suite à notre synthèse portant sur les essais de recherche dont l'analyse a porté sur les mémoires de même nature présentés entre 1975 et 1991 (Bendjelid A. – Benchehida D., 1998) ; toutefois, celle-ci a été volontairement limitée à la seule métropole oranaise.

L'objectif est de valoriser des travaux de graduation ignorés, voire sous-estimés, en restituant à la société toute une littérature, qui malgré ses imperfections, a le gros avantage d'exister. En premier lieu, cette littérature est numériquement appréciable par la masse des essais réalisés, estimés à 269 entre 1992 et septembre 2001, en comparaison avec les 146 mémoires soutenus entre 1975 et 1991 dans la même filière. En second lieu, les champs de recherche se sont élargis, même si l'on retrouve encore les grandes tendances de la recherche géographique urbaine régionale. En troisième lieu, une série de facteurs conjoncturels est venue perturber l'évolution normale des recherches de cette nature déjà entamés, attestant ainsi du poids notable des discontinuités temporelles observables dans les phénomènes géographiques.

* Professeur de géographie à l'université d'Oran, chercheur associé au Crasc Oran.

I- La recherche universitaire sur les villes : des discontinuités dans une conjoncture complexe (1992-2001)

1.1.- Quatre thèmes structurent les 269 mémoires de géographie.

Compulser cette masse de 269 mémoires disponibles au sein de la documentation du Département de géographie et d'aménagement du territoire de l'Université d'Oran n'a pas été chose facile en raison du temps demandé en vue de confectionner les fiches de lecture. Toutefois, cette lecture critique nous permis de dresser une **bibliographie sélective** des essais que le lecteur trouvera à la fin du texte.

Délibérément, nous avons classé les champs de recherche abordés en géographie urbaine et régionale en **4 thèmes** qui, naturellement s'interpénètrent en raison même de l'interaction des faits étudiés et des approches transversales rencontrées ça et là :

- Extension spatiale et fonctionnement des structures urbaines
- Production foncière et immobilière
- Péri-urbanisation et intégration dans la ville
- Environnement urbain et traitement de données géographiques

L'esquisse de ces grands domaines de recherche retenus entre 1992 et 2001 se retrouve, en bonne partie, dans ceux étudiés entre 1975 et 1991.

1.2.- Bref rappel des grands axes de recherche des mémoires de géographie urbaine (1975-1991)

En géographie urbaine, les trois thèmes qui ont été abordés, durant cette quinzaine d'années, ont été subdivisés en différents sous-thèmes :

- * Croissance des petites villes
- * Analyse des anciens tissus urbains (faubourgs anciennement marginalisés, quartiers "anciens" ex-coloniaux animés par des axes commerciaux, approche fonctionnelle des quartiers)
- * Problématique des nouvelles périphéries urbaines (nouveaux espaces planifiés en formation : zones d'habitat urbaines nouvelles, zones industrielles). Toutefois, dès les années 1988-89, ont été amorcées à Oran les premières recherches portant sur les noyaux d'habitat agglomérés implantés à l'extérieur du périmètre urbain. Considéré comme un nouveau mode de production résidentiel en dépit de son **statut d'habitat illégal**, ce bâti périphérique a été produit le plus souvent par des populations qui n'avaient aucune chance d'accéder à un logement urbain par la voie réglementaire. Peu après, c'était au tour de **l'habitat légal** localisé sur des terres du Domaine de l'Etat (coopératives immobilières, lotissements, recasements) d'être étudié. Dans les deux cas, **le phénomène du**

desserrement résidentiel et du déversement démographique en banlieue apparaissait spectaculaire ; ceci était particulièrement vrai pour l'habitat individuel légal bien situé le long ou à proximité des axes routiers. Ces travaux fondés sur l'enquête de terrain, l'approche des comportements et réactions des habitants et celle des stratégies élaborées par des acteurs, « les aménageurs comme les aménagés », ont été les axes les plus fructueux de l'analyse urbaine. D'ailleurs, la qualité de ces mémoires, préparés entre 1989 et 1994, n'a jamais été égale localement à ce niveau de recherche.

Dans ce contexte, la déliquescence de l'Etat observée dès le milieu des années 1980, la révolte d'Octobre 1988, la contestation du pouvoir politique, les attributions foncières inconsidérées, le népotisme... ont créé une conjoncture favorable à une occupation illicite des sols de la périphérie par des populations mal ou non logées ; déficience du contrôle étatique, encouragement apporté par des partis populistes et silence des puissants lobbies locaux ont commencé par façonner l'image d'**une périphérie du troisième type**. Réalités quotidiennes bouillonnantes, ambiance de liberté de pensée, occasions d'aborder de nouvelles recherches et échanges d'idées permis par des accords de coopération inter- universitaires (Oran- Tours et Oran- Paris VII) avaient permis d'ouvrir quelques champs de recherche fertiles.

1.3.- Les implications d'une conjoncture complexe sur les recherches entamées entre 1992 et 2001.

En dépit d'effectifs étudiants de plus en plus nombreux, le début de la décennie 1990 a été une période caractérisée par une instabilité politique dramatique rendant de ce fait, bien malaisé le fonctionnement normal de l'enseignement universitaire et de la recherche en raison de la soudaine consternation ressentie par une partie de l'élite universitaire face à une situation marquée par une série de convulsions politiques, l'exil volontaire d'enseignants algériens, la suspension officieuse des sorties sur le terrain de 1994 au début de 1998, la cessation de l'envoi de doctorants en formation à l'étranger... Durant ces années dures, il faut tout aussi retenir le difficile accès à l'information, l'obligation faite à des enseignants peu habitués à encadrer des mémoires à le faire, l'arabisation marquante des mémoires d'ingénieur, l'étalement abusif de leur préparation... A contrario, durant cette période d'immobilisme, les quelques aménagements apportés à la formation graduée ont introduit de nouveaux enseignements dont les modules d'informatique et de langue étrangère ont aidé les étudiants arabisés à élargir leurs horizons culturels et à accéder à la documentation produite dans d'autres langues.

Cette situation complexe explique la poursuite des thèmes déjà développés et il fallait attendre les années 1995-96 pour que de nouveaux champs de recherche viennent renouveler, partiellement, les problématiques développées.

Tab. 1 : Nombre de mémoires d'ingénieur en géographie (aménagement urbain et régional) soutenus à l'université d'Oran (1992-2001)

	Langue arabe	Langue française	Ensemble
1992	14	26	40
1993	24	10	34
1994	9	6	15
1995	9	5	14
1996	11	3	14
1997	31	9	40
1998	20	7	24
1999	15	8	23
2000	33	2	35
2001	26	4	30
Total	192	77	269

Source : documentation du département – de géographie ;Oran

Renversement linguistique dès l'année universitaire 1991-92 (tab. 1) et discontinuité perceptible dans le nombre de mémoires soutenus d'une année à l'autre, s'expliquent aisément par les multiples aspects de cette conjoncture bien délicate.

II- La ville à travers les 4 thèmes des mémoires d'ingénieur des géographes oranais de 1992 à 2001.

II.1.- La forte progression des mémoires d'ingénieur en langue arabe (1992-2001).

En dix ans, la production de mémoires d'ingénieur en géographie des villes s'élève à 269 essais, soit une moyenne de 27 par an. (tab. 2).

A l'instar des problématiques arrêtées lors de la période 1975-91, les mêmes principes restent valides : empirisme s'appuyant sur des besoins immédiats nés de la réalité urbaine, rapports personnalisés entre des enseignants et certains responsables d'institution, proximité du terrain pour des étudiants préférant travailler sur leur terroir... Toutefois, «l'innovation» des champs de recherche est due d'une part à la définition de sujets concrets définis grâce à la coopération inter- universitaire portant sur le champ urbain (Mobilités résidentielles intra-urbaines avec l'Université de Paris I; Techniques de traitement d'images et dynamiques spatiales avec l'Université de Franche-Comté), et d'autre part grâce aux préoccupations scientifiques de quelques enseignants pour les besoins de leurs travaux de thèse de doctorat.

Tab. 2 : Répartition des 4 thèmes de mémoires en géographie urbaine selon la langue (1992-2001)

Thèmes de recherche	Langue arabe	Langue française	Total
Extension spatiale et fonctionnement des structures urbaines	138	34	172
Introduction foncière et immobilière	10	20	30
Peri-urbanisation et intégration dans la ville	23	15	38
Environnement urbain et traitement de données géographiques			
Ensemble	192	77	269

Source : documentation du département de géographie, Oran

Parmi les 269 essais tentés en dix ans, 71,4% ont été rédigées en langue nationale dont la progression est dominante depuis 1992.

Chaque grande famille de thème peut comporter un ou plusieurs sous-thèmes.

II.2.- Analyse critique des 4 thèmes abordés dans les mémoires d'ingénieur entre 1992 et 2001.

Compulser les essais d'étudiants nous a permis de tenter une analyse critique de chaque thème ou sous-thème se rapportant à **la ville**. Il faut avouer que la qualité des travaux apparaît bien élastique et ceci explique la place accordée à la sélection bibliographique et aux références dans le texte. A côté d'une monographie sèche et bien plate, peut voisiner une étude qui peut proposer quelques idées, exposer des résultats de sondages inédits et fournir un apport appréciable à la connaissance d'un espace habité.

II.2.1. : L'extension spatiale et le fonctionnement des structures urbaines.

Quantitativement, ce premier champ de recherche rassemble près des 2/3 des travaux (63,9%) dont 80,2% sont rédigés en langue arabe. Dans le détail, trois sous-thèmes émergent : la croissance des petites villes, l'étude de quartier, et les activités économiques urbaines et leur rayonnement régional.

* En ce qui concerne **la croissance des petites villes**, l'approche monographique classique porte sur l'analyse de l'extension urbaine, celle de la population et celle des activités économiques. En général, l'auteur y ajoute une touche originale relative à la petite ville étudiée (impact de l'émigration, regroupements familiaux, multiplication des lotissements, sous-équipement, contraintes naturelles du site de la petite ville...). Dans tous les travaux, l'accent est mis sur la méthode (collecte de données statistiques, sondages, cartographie...).

Le territoire d'étude couvre toutes les zones homogènes physiques de l'Ouest et du sud-ouest algérien et touche même quelques petites villes de l'Algérois (Ouled Farès, Boumerdès, Draa Benkhada, Chaabet el Ameur...). Il est utile de relever que quelques petites villes ont été étudiées plusieurs fois en quelques années (Hammam Bou Hadjar, Maghnia, Gdyel, Remchi...) alors que d'autres ont été abordées pour la première fois depuis 1975 (Aïn Sefra, Adrar, Tindouf, Reggane...). En revanche, de très nombreux bourgs, voire même des villages-centres, ont été étudiés tandis que leurs caractères urbains étaient loin d'être affirmés au moment de leur étude (Médrissa, Igli, Boutrak, Sidi Mhamed Benali, Takhmaret, Aïn Kermès, Sidi Boubekeur, Marset el Hadjadj, Aïn Nouissy, Layoune, Kef Lahmar, Hassi Mamèche, Matmar...).

* Avec 54 mémoires, **l'analyse de quartier** couvre une formidable variété de tissus urbains, enregistrée tant à Oran que dans une série de grandes et moyennes villes d'Oranie. Encore une fois, l'aspect monographique de l'analyse de quartier prime dans la mesure où l'on retrouve dans l'architecture du texte les trois parties consacrées à l'habitat dans le tissu retenu, aux caractéristiques de la population résidente (structures, origine géographique, emploi, catégories socio-professionnelles...) et aux activités économiques locales (commerce, services, artisanat...). La méthode est fondée sur la collecte de données permise par « l'enquête- bureau » et le travail sur le terrain ; l'ensemble est traité d'une manière cartographique.

Au vu des mémoires, une typologie de quartiers nous permet de classer ces derniers en tant que :

- Quartiers centraux (centre-ville actuel, vieux centre déclassé, quartier péri- central : centre-ville Emir, Derb, Karguentah, Sidi Lahouari...à Oran ; centre-ville de Sidi Bel Abbés, centre-ville d'El Bayadh, ksar de Timimoun...).

- Faubourgs urbains (ex-coloniaux), situés à l'intérieur du périmètre urbain oranais de 1962, dont seule la dénomination a changé (Khalidia, Sidi Bachir, Sidi Okba, Ibn Sina, Badr, Daïa...).

- Quartiers périphériques situés au contact ou à proximité des tissus urbains de la ville. Cela concerne à la fois les nouveaux faubourgs du type *zhun* (zones d'habitat urbain nouvelles de Dar el Beïda à Oran, Nasr et Badr à Saïda, Plateaux à Arzew, El Intissar à Relizane, Est à Sidi Bel Abbés...) et des quartiers plus ou moins récents en voie de densification résidentielle et d'extension (Cité Djamel à Oran, Debdaba à Béchar, En Nasr à Chlef, Béchar Djedid à Béchar...). Peuvent y être classés aussi, des quartiers d'habitat spontané qui peuvent être implantés soit à l'intérieur, soit à l'extérieur du périmètre urbain ; c'est le cas du Douar Tiartia à Oran, de Chémirik à Relizane, de Boukhors à Saïda, du Douar Tob à Relizane, du Douar Boudjella à Oued Rhiou, de Graba à Relizane, de Hattab à Frenda, du secteur de Mérane aux Planteurs à Oran... Des angles de vue permettent de discerner certaines spécificités locales qui donnent à l'étudiant la possibilité d'axer son analyse sur tel ou tel aspect du quartier (habitat, rapports avec les quartiers voisins, réhabilitation d'immeubles, densification, tentatives d'aménagement, pratiques sociales, interviews de résidents...). Dans l'ensemble, il faut noter la faible part consacrée à l'étude aux médinas. Par ailleurs, l'idée de réétudier un quartier (ou une petite ville) est pertinente dans la mesure où l'on peut évaluer les différentes mutations enregistrées en une décennie.

* L'analyse des activités économiques et de leur rayonnement régional est logiquement centrée sur la répartition des branches d'activités économiques sur l'espace retenu ; souvent, celle-ci donne lieu à des nombreuses digressions. Les travaux consultés les plus profitables se penchent sur l'étude des multiples branches économiques (commerce, services, industrie, tourisme...), de leur nature, de leur transformation et de leur rayonnement urbain, local ou régional (Otmane T.- Souad A., 1992***). Les mémoires les plus nombreux se rapportent aux activités commerciales et de services et couvrent différents champs spatiaux ; c'est le cas pour l'analyse du commerce de détail dans des villes moyennes (Aïn Témouchent), de l'appareil commercial de quartier (Point du jour, Chouhadas, Centre-ville, ... à Oran) ou du commerce de gros (Mostaganem). Quelques autres sujets plus orientés vers l'étude régionale des structures et de leurs flux portent sur le tourisme, la santé, les activités portuaires, le développement local et l'industrie.

Le sérieux de l'enquête peut donner lieu à une cartographie de bonne facture, utilisée comme un outil d'analyse; dans ce cas précis, l'auteur tente de sérier les contraintes locales rencontrées et donner des éclairages sur les changements en cours de l'appareil commercial, que ce soit dans les centres-villes (population en baisse, perte de logements au profit des professions libérales, tertiairisation accrue de l'aire centrale, mutations des natures commerciales...), ou dans les quartiers de la périphérie (transformation d'appartements en locaux professionnels ou de chambres de rez-de-chaussée en locaux commerciaux, installation dans des garages d'ateliers d'artisanat liés au bâtiment, de petites unités de transformation légère...).

II.2.2.- La production foncière et immobilière.

A l'exclusion des essais portant sur le commentaire des textes réglementaires relatifs au domaine foncier et présentant de ce fait qu'un intérêt secondaire, la production foncière est approchée indirectement dans de nombreux mémoires à la différence de ceux portant sur la production immobilière.

La production foncière légale est abordée par l'histoire de la localisation de l'assise foncière (situation de l'espace agricole avant de devenir un terrain urbanisable), suivie des modalités d'affectation du sol, des prix de cession et du processus d'acquisition foncière. Quant à **la production foncière illégale**, elle est beaucoup plus difficile à saisir car moins transparente, à cause de l'indisponibilité de sources écrites consultables et ces, d'autant plus que dans la banlieue oranaise les

occupations foncières illégales ne se font que sur les terres du Domaine de l'Etat.

La production immobilière est plus largement touchée. C'est le cas **des espaces résidentiels légaux** dont l'auteur décrit les modalités de l'accession au logement collectif ou individuel. L'habitat comme la population résidente sont analysés classiquement. Il en est de même pour **la production immobilière illégale** qui est trop souvent confondue avec la production foncière ; 'le glissement' en direction de l'étude du bâti et de la population habitante est un palliatif largement utilisé par les auteurs.

Sans vouloir insister sur l'analyse en tant que telle des 30 mémoires soutenus entre 1992 et 2001, il nous semble plus judicieux de relever quelques idées exposées dans des mémoires qui apportent des éclairages profitables sur quelques aspects, contraintes et conflits liés à **l'occupation foncière légale ou illégale**, détectés sur le terrain. Ainsi, la création sur un site vierge de la localité de Chérif Yahia (commune suburbaine d'Es-Sénia), en contradiction avec le Plan directeur d'urbanisme de 1977, débute par un détournement foncier où interviennent les acteurs publics que sont la wilaya, la Défense nationale, la commune... La réalisation de 208 villas au profit des militaires a donné lieu à des litiges continus entre les divers acteurs cités, les responsables de Sociétés nationales et régionales, les travailleurs du Domaine agricole d'implantation... « *Ces mutations rapides de l'espace étaient générés par une situation conflictuelle permanente entre les acteurs du pouvoir public (autorités locales, opérateurs publics) et entre les premiers et les nouveaux attributaires des lots à bâtir dont ceux des entreprises nationales* » (Kellal D. –Bendraoua F., 1995). Il faut dire que le passage de la situation foncière illicite à une réalité légale a tout même pris quelques années. Dans la même commune suburbaine d'Oran, dans des lotissements plus franchement légaux de Kara I, Kara II, au sein de ces deux noyaux localisés à l'extérieur du périmètre urbain d'Es-Sénia et occupés par des catégories sociales à salaire bas ou moyen, la viabilisation est encore aujourd'hui inachevée ; les infrastructures de base des deux tissus urbains extérieurs « *ont connu un retard dans la réalisation des travaux de la voirie et des réseaux divers... à cause du renchérissement des coûts* » (Himri F.Z., 1996).

La réalisation de la viabilisation est en principe occultée par les autorités locales, pour ne pas dire rejetée car non réglementaire, au sein des noyaux d'occupation foncière et immobilière illicite. Ceci explique la constitution, dans le Douar d'habitat illicite d'El Hassi (commune d'Oran), « *d'une djemaa composée de trois membres choisis...par la communauté...(ceux-ci sont) systématiquement consultés pour toute*

décision... ; cette colonie a pris en charge elle-même certaines infrastructures implantées (assainissement, eau, électricité) et d'équipement (mosquée). (El Hannachi A.- Rihl L., 1995). Par ailleurs, des «réseaux communautaires» d'accueil de migrants originaires du Guergour (communes de Djaafra, Tafreg...) se sont formés au Douar El Hassi ; 28% des chefs de ménage y sont nés ! Ces migrations, provenant de l'ancienne commune de Djaafra en direction d'Oran et d'Es-Sénia, datent au moins des années 1950 ; le caractère actuel des migrants du Guergour se singularise par des arrivées familiales rurales dont l'insertion se fait par l'emploi dans des ateliers de confection appartenant aux originaires de Petite Kabylie. Aujourd'hui dans le Douar d'El Hassi, la vie des populations soumises à des migrations et originaires de la Petite Kabylie, de l'Ouarsenis, ou même de quartiers taudifiés d'Oran démontre une étonnante vigueur des liens sociaux et ce, à la différence des nouveaux espaces urbanisés habités par des classes moyennes et aisées.

L'accès au logement de **la production immobilière étatique légale** comme celui la *zhun* Nasr, Badr, Riadh et Azhar de Saïda est permis par différentes filières : « celle du logement social (74,5%), celle du logement promotionnel (19%), celle du logement de fonction (5,75%) et celle due à «l'appui» d'une connaissance ou d'un parent (placé) dans une institution publique (0,75%) ». D'après le sondage effectué sur place, « pour les nouveaux arrivants, les logements dans les ensembles (de cette nouvelle zone d'habitat), représentent un réel progrès par rapport à l'exiguïté et la vétusté de leur domicile précédent » (Belouadi L., 1992).

La loi portant sur **la Cession des biens de l'Etat** a largement favorisé la privatisation du parc public de logement, provoquant un fabuleux transfert de richesses publiques au profit d'intérêts privés. L'accès, rare de deux étudiantes aux sources des Services des impôts, a permis de mesurer les implications spatiales de logements publics cédés à des particuliers locataires dans le centre-ville d'Oran. **L'appropriation immobilière légale** a donné lieu à de notables transactions immobilières qui ont provoqué «un affinage» du centre-ville. Celui-ci s'est «fait aux dépens des couches de la population pauvre au profit des professions libérales» (Zabouri T.- Bachir Bouadjra A., 1992). C'est dire là, le formidable attrait du **mythe pavillonnaire** en Algérie qui a occasionné une forte mobilité résidentielle en direction des périphéries urbaines, suburbaines et péri-urbaines. Bien plus, il faut aujourd'hui appréhender cette opération immobilière et géographique comme une amorce de remise en ordre dans les espaces urbains des villes algériennes qui, après l'occupation anarchique des logements abandonnés par les Européens dans les aires centrales rejette, un quart de siècle après l'indépendance,

les populations démunies vers la banlieue. La théorie des valeurs s'applique comme dans toute ville soumise à la mise en place d'un marché foncier et immobilier dont le moteur est par définition la spéculation.

II.2.3.- La péri-urbanisation et l'intégration dans la ville.

Au-delà de la définition reconnue de la péri-urbanisation, perçue comme le passage d'un espace agricole à un espace en voie d'urbanisation marqué physiquement par un habitat nouveau et un mode de vie citadin (mentalités, comportements, pratiques, urbanité, citoyenneté recherchée...), cette péri-urbanisation, pouvant être assimilée à une banlieue, maintient de fortes et régulières relations (emploi, éducation, accès aux services, achats, transport...) avec la ville-mère dont le rôle est d'intégrer ces nouveaux espaces résidentiels dans l'économie et la vie de la cité.

Déjà abordée entre 1975 et 1991, cette problématique se retrouve durant la dernière décennie plus élargie grâce notamment à la place accordée à la mobilité résidentielle des populations, au sous-équipement des nouvelles zones résidentielles et au rôle du transport collectif, facteur notable de l'intégration dans la ville.

Globalement, l'analyse de **la péri-urbanisation** porte sur la morphologie de l'habitat récent (noyaux villageois en extension, greffe d'un habitat diversifié aux fermes et aux hameaux, lotissements, petits immeubles de quatre à cinq niveaux...), la population résidente, les infrastructures de base, les équipements collectifs... Plus précisément, le contenu des mémoires est aussi orienté en tenant compte des spécificités locales (migrations pendulaires à Arzew, glissement de l'aire centrale à Nédroma, rôle de l'émigration dans la construction individuelle dans la zone péri-urbaine de Tounane...). Telle qu'elle est façonnée, la péri-urbanisation apparaît comme la cause d'une forte consommation de bonnes terres agricoles en raison d'un recours excessif à un habitat individuel qui va du simple haouch à la villa de standing en passant par la villa-immeuble... Ainsi, l'étalement démesuré des agglomérations urbaines a vu les surfaces bâties des villes d'Oranie doubler, voire tripler en un quart de siècle ! C'est dire les problèmes d'aménagement posés aux collectivités locales, le coût de l'équipement supporté par l'Etat et ceci, sans parler de la perte inestimable des bonnes terres agricoles situées aux portes des villes.

Le second volet de la péri-urbanisation est celui de **la mobilité résidentielle** dont l'objectif premier est d'évaluer aussi bien les apports migratoires des ruraux que ceux dus aux changements de résidence à

l'intérieur du périmètre urbain de la ville. Est touchée, indirectement, la mise en place d'un semblant de marché foncier et immobilier, facilitée par diverses réglementations d'accession à la propriété datant de la décennie 1980.

La mobilité résidentielle intra-urbaine peut concerner l'habitat légal comme l'habitat illégal et est, parfois, le résultat de pratiques irrégulières et clientélistes et non le produit d'une ascension normale dans la hiérarchie sociale. La problématique posée, dans les travaux compulsés, est traduite à travers les questions posées lors des sondages : motivations de la mobilité, itinéraires géographiques et temporels du chef de ménage, amélioration des conditions de l'habitat... Certaines études relèvent le sous-équipement des trames d'accueil, l'inachèvement des constructions, la progression des prix causée par l'inflation, l'amélioration de l'habitat résidentiel... (Yousfi B., 1997***). Cette situation difficile pose la redoutable question de l'insertion de quelques nouveaux espaces résidentiels (lotissements, coopératives immobilières...) dans la ville, y compris dans de petites villes comme Es-Sénia, et génère de fait, de sombres conflits accompagnés de suspicion et de médisance à l'égard des élus et des gestionnaires locaux.

Dans l'ensemble, les 23 mémoires consacrés à ce sujet de la mobilité résidentielle intra-urbaine touchent toutes les strates de villes dans l'Ouest algérien. Oran est amplement disséquée à travers ses faubourgs (Othmania, Maqari, Es-Salem, Abdelmoumen, Ibn Sina, Macta, Yaghmorassen, Omaria...), ses quartiers de la nouvelle périphérie faite de *zhuns* (Sédikia, Othmania, Usto...) et ses récentes banlieues résidentielles immédiates (Aïn el Beïda, Nedjma, Si Rédouane, Kara, Douar Bendaoud...); les autres approches tentées concernent des grandes villes (Temcen, Saïda), des villes moyennes (Maghnia, Arzew) et des villes intermédiaires (Adrar, Ghazaouet, Nédroma, Aïn el Turck).

Le recouplement des lectures faites permet certes, de noter l'intérêt porté au traitement de données des sondages, mais aussi de constater les carences relatives à l'analyse sociologique et anthropologique des populations venues s'installer dans les nouveaux espaces en voie d'urbanisation. Seuls quelques travaux abordent la question des solidarités sociales au sein de petits noyaux occupés par des populations rurales et/ou urbaines pauvres qui restent perméables à la socialisation dans le voisinage. Mais, une question centrale reste à poser : cette mobilité résidentielle a-t-elle impliqué des différenciations spatiales et sociales au sein des périphéries métropolitaines ?

En définitive, l'important sous-équipement des nouveaux espaces en voie d'urbanisation et le désir d'intégration dans la ville approché à

travers le recours aux services de la ville, démontrent l'intérêt porté par les auteurs à l'utilisation des transports collectifs en vue d'accéder rapidement aux aires centrales de la ville.

Moyen essentiel de l'intégration des hommes dans la vie urbaine, l'analyse du transport collectif apparaît depuis une décennie comme un sujet de recherche fertile. Ce sous-thème a été abordé simplement pour connaître le fonctionnement du réseau oranais et ce, face aux dures réalités de déplacement vécues par les usagers de la ville et de sa banlieue lorsqu'il fallait se mouvoir.

Baromètre de toute ville vivante, **le transport urbain collectif** a permis à quelques auteurs de faire le point sur les conditions de la démonopolisation de la branche des transports prévue par la loi de 1988 portant sur l'orientation et l'organisation des transports terrestres qui n'a été appliquée à Oran qu'en 1994-95. L'inadaptation du réseau de transport collectif aux différentes phases de l'extension spatiale rapide de l'agglomération est très souvent soulignée, tout comme le cadre d'application de la réglementation. Les études portent sur les entreprises publiques et privées, les réseaux des lignes, les rotations, les flux de déplacements... C'est surtout Oran qui attire l'attention des étudiants à cause de sa dimension métropolitaine (lignes du centre-ville vers la banlieue, lignes de la banlieue vers le centre-ville et lignes de la périphérie à la périphérie) et à cause probablement aussi, de la disponibilité des cadres de la Direction des transports de la wilaya.

Le recours abusif aux sondages noie bien souvent l'analyse dans des considérations techniques (durée des attentes aux arrêts...). La régression manifeste des entreprises publiques de transport urbain face à un jeune secteur privé foisonnant est une donnée profitable (Hani M.- Merhoum Y., 1997) qui permet d'évaluer la rapidité du changement connu par cette branche économique, longtemps sous-estimée ; ceci sous-tend bien sûr d'autres interrogations et d'autres idées sur la question...

La véritable mutation enregistrée dans la libéralisation des transports collectifs en Algérie est symbolisée par l'irruption dans la vie quotidienne des fourgons aménagés dont la multiplication rapide constitue « une véritable révolution » dans l'espace urbain comme dans l'espace rural. Celle-ci est sans doute liée à la très forte demande des usagers et aux facilités bancaires accordées par l'Etat à la politique d'emploi des jeunes ; ces circonstances expliquent pourquoi les fourgons aménagés appartiennent à des individus ou à des familles et non pas à des entreprises économiques. Innombrables sur le réseau du transport collectif public urbain et suburbain, les fourgons aménagés ont amélioré vigoureusement l'offre et étendu leur desserte dans la banlieue oranaise

qui a connu, entre les recensements de 1987 et 1998, un taux d'accroissement annuel moyen élevé (6,43%) ! Prix bas et rapidité des rotations ont fait du fourgon d'une douzaine de places le moyen de transport le plus pratique ; ainsi, « *en périphérie (d'Oran), le parc (de transport collectif) est constitué de 108 véhicules et le fourgon aménagé se taille la part du lion avec 75%, soit 835 véhicules sur 1077* » (Abdeldjalil R.- Kaddouri F.Z., 2001).

Bien plus, en facilitant la mobilité d'une population active, cette libéralisation des transports collectifs a atténué sérieusement le mécontentement des populations démunies, habitant dans la ville ou résidant dans les quartiers d'habitat spontané ou réglementaire qui ont accueilli les produits de l'exode rural et les familles chassés par l'insécurité. Pour ces populations pauvres ou en difficulté, touchées par la crise économique, la somme modique payée pour se déplacer leur permet d'assurer la survie de leur famille en accédant aux quartiers centraux et péri- centraux, lieu d'emploi formel et surtout informel (commerce informel à Mdina Jdida, Rue des Aurès..., services au Derby..., emploi de journalier dans les zones d'activité, les chantiers, les marchés...).

Au-delà des données fournies par les sondages, beaucoup de questions induites émergent et méritent d'être abordées ultérieurement en direction à la fois des usagers, mais aussi des employés et surtout des propriétaires de véhicules qui peuvent être à la fois de jeunes actifs aidés grâce à la politique de l'emploi de jeunes inactifs, et des investisseurs ; en général, les uns comme les autres n'ont aucune relation avec la profession car provenant de différents horizons (commerçants, fonctionnaires, fellahs, émigrés, retraités, étudiants...). Tout ceci explique d'ailleurs, leur comportement indiscipliné et le désordre qu'ils provoquent avec leur véhicule ; ce qui nuit fortement à la quiétude de la cité et aussi à un environnement urbain de plus en plus dégradé.

II.2.4.- Environnement urbain et outils d'analyse géographique.

Sur les 29 mémoires de géographie présentés à l'université d'Oran entre 1992 et 2001, 27 portent sur l'étude de l'environnement urbain, pris au sens large du mot. Les sujets sont variés et vont de la gestion de l'eau potable à celle des espaces verts en passant par le ramassage des déchets urbains. Néanmoins, les travaux les plus nombreux touchent à **la question de l'eau** et à sa gestion en milieu urbain.

Le développement urbain et ses implications sur l'environnement physique, le rôle des facteurs naturels régionaux, l'évolution de la

démographie et les perspectives d'une amélioration des ressources en eau sont largement approchées. Si les données globales abondent en raison de ce que nous appelons les 'enquêtes- bureau', les sondages les plus fins sont peu nombreux. La localisation des phénomènes régionaux, wilayaux et locaux représentés sur les cartes facilite la compréhension du fonctionnement de la distribution de l'eau potable dans les villes des différentes strates étudiées (Oran, Relizane, Arzew, Oued Rhiou, Souggueur...).

En raison de leur formation, les auteurs insistent sur le milieu géographique, la sécheresse cyclique, les ressources hydriques régionales et sous-régionales et leur gestion par les entreprises publiques sous-régionales. Même si l'on relève quelques digressions sur le sujet, les apports d'informations sur le traitement chimique des eaux et les perspectives de projets à court et à moyens termes (Benhaddou H., 2000) *** permettent de faire le point sur cette question centrale, mal vécue par la population.

La problématique de l'eau qui est un champ de recherche fécond en milieu semi-aride, mérite un effort soutenu relatif tant la réflexion qu'à la méthode en raison de la pénurie d'eau persistante en Oranie et surtout de ses implications sur la situation alarmante de l'environnement dans laquelle baignent toutes nos villes et la santé (maladies à transmission hydrique...) des populations, particulièrement celles habitant dans les quartiers d'habitat pauvre. Cette eau qu'il faut aller chercher de plus en plus loin pour la conurbation oranaise en formation coûte et va coûter de plus en plus chère au budget de l'Etat car en Algérie, la branche de l'hydraulique a été considérée comme secondaire pendant près d'un quart de siècle. C'est dire là, l'étendue des pistes à explorer pour couvrir ce champ qui n'a été « ouvert » que récemment par quelques géographes oranais : distribution réelle dans les secteurs urbains et rotation de l'alimentation, les effets des transferts régionaux de l'eau, le coût de l'eau et la politique de financement de la réfection du réseau (plans sectoriels centralisés, prêts internationaux...), conflits inter-wilayas autour de l'eau et arbitrages du pouvoir central, comportements des familles au sein des différents types de quartier face à l'utilisation de l'eau, alimentation en eau et stratégies familiales dans les noyaux d'habitat illégal, la généralisation du commerce d'eau douce à Oran et sa banlieue depuis 1998, la multiplication du fonçage illicite de puits dans les nouvelles périphéries, les décideurs face à une gestion transparente de l'eau potable... L'autre face du problème de l'eau, celle de l'assainissement, reste à aborder de front.

L'étude **des espaces verts** dans la ville n'a touché que quelques grandes villes de la région (Oran, Sidi Bel Abbés et Tlemcen) et mérite d'être repensée et analysée avec rigueur face à des responsables et élus locaux qui, non seulement semblent ignorer leurs fonctions dans la vie urbaine, mais bien plus grave, ils laissent détruire des pinèdes et forêts (versant du Murdjadjo, Canastel... à Oran) sans intervenir ou laissent faire des détournements fonciers (légaux ?) au détriment de petits espaces verts au profit de la construction individuelle et ce, en dépit de la contestation de citoyens (Point du jour, Maraval...) et que la presse écrite, alertée par les associations de quartier, a le grand mérite de dénoncer (cas de Sidi Bel Abbés en 1999-2000).

Le nombre dérisoire de deux mémoires, consacrés au **traitement de données géographiques**, est tout à fait compréhensible à ce niveau de formation graduée. En effet, ce qui est attendu du candidat préparant son essai est de mettre en application les techniques apprises lors de son cursus en se fondant sur une réflexion théorique simple ; dans tous les cas possibles et imaginables de la confection d'un mémoire d'ingénieur en géographie, le questionnement, la méthode et les résultats de l'analyse géographique se rapportent à l'étude d'un cas précis bien localisé sur le terrain. En général, ce type d'essai de traitement de données est une sorte de recherche qui dépasse le niveau d'une formation graduée car il exige une bonne connaissance de l'objet, une réflexion rigoureuse et une série d'informations crédibles de qualité. En choisissant ce type de sujet, le candidat est tenu de disposer de données statistiques et cartographiques qui doivent être laborieusement récoltées dans des institutions habituées à faire de la rétention de l'information une sorte de « culture » du secret en contradiction totale avec le monde moderne et le développement du pays ; c'est dire là, l'importance des réformes à entreprendre dans l'administration nationale. En outre, il s'agira pour le futur ingénieur de procéder à de longues vérifications en vue de délimiter son terrain d'étude à cause des mutations rapides connues par les espaces urbains. C'est le cas par exemple lors de la réalisation de 2 planches cartographiques consacrées, l'une à la répartition des équipements sanitaires et la seconde à la distribution spatiale à Oran des équipements socio-éducatifs... (Tienti S.- Tassa H., 1992) qui devaient amorcer la concrétisation, tant espérée, d'un atlas de la ville d'Oran.

Conclusion.

La restitution de la connaissance produite par la communauté scientifique à la société est un acte légitime et justifié qui va à la fois dans le sens du développement économique et social et dans celui de la nécessaire réforme de l'Etat (accès à l'information, méthodes de travail dans les institutions administratives, changement des mentalités de nos décideurs...).

Cette longue compulsions des mémoires d'ingénieur en géographie (option en aménagement urbain et régional), soutenus entre 1992 et 2001 à l'université d'Oran, révèle, en dépit de la diversité qualitative des travaux, l'existence d'une masse d'études stockées dans la salle de documentation du département. Constaté cette situation pour une seule discipline, c'est aussi imaginer la multitude de mémoires déposés dans les petites bibliothèques des sections pédagogiques de l'université, qui méritent d'être synthétisés en vue leur assurer une visibilité scientifique normale. C'est sans aucun doute possible là, à la fois réformer nos manières de travailler et faire là, œuvre sociale utile.

En définitive, ce constat portant sur la connaissance de l'espace et de la société donne certes, une idée sur la qualité du travail effectué grâce à l'abnégation de quelques enseignants, mais ceci ne doit pas occulter les entraves énormes vécues par l'université nationale : niveau de la formation graduée, documentation périmée, insuffisance des moyens matériels, poids inconsidéré du facteur idéologique, manque de vision moderne de la formation graduée attendue, lenteur de la formation doctorale...

Bibliographie

L'élection de mémoires d'ingénieur en géographie ; option aménagement urbain et régional soutenus au département de géographie de l'université d'Oran entre 1992 et 2001.

- Belouadi L. : Grandes ensembles, banlieues nouvelles ; Cas de La Zhun Nord de Saïda (en Nasr, Errisalh, El Badr et El Azhar)- 1992.

- Kadi N. Haï Nasr (ex Derb) à Oran : Analyse d'un quartier ancien et central spécialisé dans le commerce de gros – 1992.

- Zabouri T. Bachir Bouiadyra A. : Les implications socio-spatiales de la cession des Biens de l'Etat au centre ville d'Oran – 1992.

- Goument K. – Moulay R. : Approche de l'habitat ancien et réhabilitation urbaine à Oran – 1992.

- Douis K. : La dynamique récente de l'habitat spontané à Pont Albin : Le cas du Douar Oued Tiartia 1992.
- Tienti S. – Tassa H. : Atlas de l'agglomération oranaise. Planche des équipements sanitaires et planche des équipements socio-éducatifs – 1992.
- Aït Amirat A ; La peri-urbanisation des campagnes d'Oran – Est cas en Sidi Chahmi – 1992.
- Bekada M. – Hadri F. : L'urbanisation clandestine à Mostaganem – 1993.
- Mansour N. : Les mutations d'une petite ville : Le cas de Boumerdès – 1993.
- Sabeur Y. : Le Douar A et B (Oran) : habitat et comportements démographiques – 1993.
- Remani M. : L'habitat à Tounane (wilaya de Tlemcen) – 1993.
- Facoui M. : Analyse des extensions récentes de la petite ville de Nédroma - 1994.
- El- Hannachi A. – Rihi L. : Socialisation et formes d'urbanisation spontané à Bouamama : Le cas d'El-Hassi – 1995.
- Kellal D. : Bendraoua F. : Urbanisation de agglomération secondaire de Chérif Yahia (Es-Sénia) – 1995.
- Himri F.Z. : Les nouveaux espaces résidentiels à Es-Sénia : Kara I, Kara II et Bahi Amar – 1995.
- Hassi M. – Merhoum Y. : Libéralisation du secteur des transports en milieu urbain. Le cas d'Oran – 1997.
- Nouri N. : Symbolité résidentielle intra-urbaine et recomposition socio-spatiale à Saïda – 1997.
- Belcadi H. – Belesgaa Z. : Base de données urbaines et instruments d'aménagement – 1999.
- Tamine S. Lalaoui A. : Les mécanismes de production du logement social et incidences spatiales – 2000.
- Sadek H. – Rahali B. : La croissance d'une petite ville : Le cas d'Aïn Sefra – 2000.
- Abdeldjalil R. – Kaddouri F.Z. : La périphérie oranaise : Croissance, mobilité et transport – 2001.

المراجع بالعربية

- عثمان، ط، سعاد، ع : الصناعة بمدينة تيارت. – 1992
- محبوبي، ف : دراسة تحليلية لحي قديم بمدينة البيض : حي القراية. – 1992.

- محمودي، ش، -ساحلي، د: دراسة مكانزمات التحركات السكانية بمجموعة ثانوية محيطية لمدينة كبيرة: عين البيضاء. - 1997.
- يوسف، ب: التحركات السكانية في حي الكيفان (تلمسان). - 1997.
- بن حدو، ح.: تسيير و توزيع المياه عبر أحياء مدينة وهران. - 2000.
- عماري، م، دحماني م.: التوسعات الجديدة بمقر السانيا: تهميش أم إندماج مع المركز. - 2000
- بوشريحة، م.: مجال نفوذ و تأثير مدينة الرمشي. - 2000.
- تواتي، ف.، بوربي، ح.: إنتاج المباني وحركة السكان في مدينة أرزيو. - 2000.
- برباوي، ع.: من القصر إلى المدينة الصغيرة: القنادسة (ولاية بشار). - 2000.